



CENTRE DE GESTION DE LA  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

**Coordonnateur du groupement :  
Centre de Gestion de la fonction publique territoriale d'Ille et Vilaine  
(CDG 35)**

**PROCEDURE ADAPTEE  
En application des articles L2123 et R2123  
du Code de la Commande Publique**

**Tests psychotechniques : élaboration ou proposition  
de tests préexistants, correction, traitement et  
restitution des résultats dans le cadre  
des concours de gardien-brigadier de police municipale**

***Cahier des Clauses Techniques Particulières  
(CCTP)***

***N° de marché  
PS-2019-71***

# SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché .....	3
Article 2 : Présentation du Centre de Gestion d'Ille et Vilaine et des 15 Centres de Gestion du groupement .....	3
Article 3 : Informations concernant le concours de GBPM .....	3
Article 3.1 : Présentation du cadre d'emplois .....	3
Article 3.2 : Modalités de recrutement .....	4
Article 4 : Prestations à réaliser .....	4
Article 5 : Modalités et conditions d'exécution des prestations à réaliser .....	5
Article 5.1 : Diagnostic du besoin et définition du profil .....	5
Article 5.2 : Elaboration ou proposition de tests préexistants correspondant aux besoins .....	5
Article 5.3 : Respect des dates et délais .....	5
Article 5.4 : Reprographie et expédition à chaque CDG membre du groupement du matériel nécessaire au déroulement des tests .....	5
Article 5.5 : Déroulement des tests psychotechniques .....	6
Article 5.6 : Correction et restitution des tests des candidats .....	6
Article 5.7 : Transmission des résultats des tests aux CDG organisateurs dans le délai imparti .....	6
Article 5.8 : Restitution d'éléments complémentaires en cas de réclamation d'un candidat .....	6
Article 6 : Estimation des besoins .....	6
Article 7 : L'interlocuteur privilégié .....	7
Article 8 : Conformité à réglementation de protection des données .....	7
Article 9 : Contenu de la proposition du prestataire .....	7

## **Article 1 : Objet du marché**

Le Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (ci-après le **CDG 35**), et les CDG<sup>1</sup> figurant en **annexe 1** à l'acte d'engagement organisent les concours de GBPM<sup>2</sup>.

Dans le cadre de ces concours, les candidats admissibles, passent dans les conditions garantissant leur anonymat, **des tests psychotechniques** non éliminatoires, destinés à permettre **une évaluation de leur profil psychologique**.

C'est ainsi qu'a été constitué un groupement de commandes composé des 15 Centres de Gestion organisateurs susvisés.

Le CDG 35 est le coordonnateur du groupement ; à ce titre, il organise la procédure de consultation jusqu'à la notification du marché.

Après celle-ci, chaque membre du groupement passe commande pour la satisfaction de ses besoins, auprès du prestataire retenu.

Le marché à passer dans le cadre de ce groupement porte sur les prestations de services suivantes, nécessaires à l'organisation des concours de gardien-brigadier de police municipale (GBPM) :

- ✚ Diagnostic du besoin et définition du profil psychologique ;
- ✚ Elaboration de tests psychotechniques (ou proposition de tests préexistants et adaptés aux besoins) ;
- ✚ Fourniture du matériel nécessaire au déroulement des tests psychotechniques ;
- ✚ Traitement et suivi de ces tests (notamment analyse écrite et individuelle des tests de chaque candidat) ;
- ✚ Restitution des résultats ;
- ✚ Réponse aux questions et/ou réclamations des candidats transmises par les CDG organisateurs.

## **Article 2 : Présentation du Centre de Gestion d'Ille et Vilaine et des 15 Centres de Gestion du groupement**

Les Centres de gestion sont des établissements publics administratifs notamment chargés de l'organisation des concours et examens professionnels de la fonction publique territoriale.

## **Article 3 : Informations concernant le concours de GBPM**

### ***Article 3.1 : Présentation du cadre d'emplois***

Les agents de police municipale constituent un cadre d'emplois de police municipale de catégorie C, au sens de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 modifiée.

Ce cadre d'emplois comprend les grades de gardien-brigadier et de brigadier-chef principal.

Les membres de ce cadre d'emplois exécutent, sous l'autorité du maire, dans les conditions déterminées par les lois du 15 avril 1999, du 15 novembre 2001, du 27 février 2002, du 18 mars 2003, du 31 mars 2006, les missions de police administrative et judiciaire relevant de la compétence de celui-ci en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils assurent l'exécution des arrêtés de police du maire et constatent par procès-verbaux les contraventions à ces arrêtés ainsi qu'aux dispositions des codes et lois pour lesquelles compétence leur est donnée.

Les brigadiers-chefs principaux sont chargés, lorsqu'il n'existe pas d'emploi de directeur de police municipale ou de chef de service de police municipale, ou, le cas échéant de chef de police municipale, de l'encadrement des gardiens et des brigadiers.

---

<sup>1</sup> Centre(s) de Gestion

<sup>2</sup> Gardien-Brigadier de Police Municipale

### **Article 3.2 : Modalités de recrutement**

Les recrutements opérés par voie de concours au titre de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée dans le grade de gardien-brigadier de police municipale interviennent notamment selon les modalités suivantes :

- ✚ Le concours externe avec épreuves est ouvert, pour 50 % au moins du nombre des postes à pourvoir, aux candidats titulaires d'un titre ou diplôme homologué au moins de niveau 3 (anciennement niveau V correspondant aux B.E.P., C.A.P., Brevet des collèges, etc...), ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007.
- ✚ Le premier concours interne avec épreuves est ouvert, pour 30 % au plus du nombre des postes à pourvoir, aux agents publics de la fonction publique territoriale exerçant depuis au moins deux ans, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, des fonctions d'agent de surveillance de la voie publique.
- ✚ Le deuxième concours interne avec épreuves est ouvert, pour 20 % au plus du nombre des postes à pourvoir, aux agents publics mentionnés au 3<sup>o</sup> de l'article L.4145-1 du code de la défense et à l'article L.411-5 du code de la sécurité intérieure exerçant depuis au moins deux ans, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours. Ces agents publics sont :
  - Les volontaires des armées, en service au sein de la gendarmerie nationale (3<sup>o</sup> de l'article L.4145-1 du code de la défense) ;
  - Les agents âgés de 18 ans à moins de 30 ans, recrutés en qualité de contractuels de droit public pour une période de 3 ans, renouvelable une fois, afin d'exercer des missions d'adjoints de sécurité auprès des fonctionnaires des services.

Peuvent seuls être autorisés à se présenter aux épreuves d'admission les candidats déclarés admissibles par le jury. Ces derniers passent, dans des conditions garantissant leur anonymat, des tests psychotechniques non éliminatoires, élaborés et interprétés par des psychologues possédant les qualifications requises, destinées à permettre une évaluation de leur profil psychologique. Les membres du jury, disposent lors de la première épreuve d'admission, pour aide à la décision, des résultats des tests passés par chaque candidat.

### **Article 4 : Prestations à réaliser**

Dans le cadre du présent marché, le prestataire doit fournir la prestation attendue selon la méthodologie la plus appropriée en s'appuyant sur l'utilisation d'outils éprouvés et fiables.

A cet effet, le prestataire doit réunir une équipe composée de psychologues justifiant de toutes compétences requises en ce qui concerne notamment l'utilisation des tests destinés à permettre une évaluation du profil psychologique des candidats.

Cette prestation doit permettre aux 15 Centres de Gestion du groupement, conformément à la réglementation en vigueur, de disposer des résultats des tests psychotechniques définissant le profil psychologique des candidats admissibles aux concours et de les communiquer aux membres du jury lors de l'épreuve d'admission (entretien) afin de leur permettre d'apprécier la personnalité du candidat et sa motivation pour l'emploi sollicité.

Elle doit également permettre à chaque membre du groupement, de répondre à toute éventuelle interrogation émanant ou non des candidats.

Les soumissionnaires doivent, dans leur proposition, détailler les modalités des différentes étapes de la prestation :

- ✚ diagnostic du besoin et définition du profil en s'appuyant sur le profil administratif établi ;
- ✚ élaboration ou proposition de tests préexistants correspondants aux besoins ;
- ✚ reprographie et expédition à chaque CDG membre du groupement du matériel nécessaire au déroulement des tests psychotechniques ;
- ✚ correction des tests des candidats ;
- ✚ transmission des résultats des tests aux CDG du groupement dans le délai imparti ;
- ✚ transmission de tous les éléments complémentaires permettant la restitution aux candidats dans les locaux des membres du groupement et sur demande de l'un d'eux.

## **Article 5 : Modalités et conditions d'exécution des prestations à réaliser**

### **Article 5.1 : Diagnostic du besoin et définition du profil**

Cette phase doit s'appuyer sur le profil administratif d'un gardien-brigadier de police municipale (**annexe 2** à l'acte d'engagement) et la fiche métier élaborée par le CNFPT (**annexe 3** à l'acte d'engagement) fournis dans le marché.

### **Article 5.2 : Elaboration ou proposition de tests préexistants correspondant aux besoins**

Les tests élaborés ou préexistants (adaptés aux besoins) doivent répondre aux critères suivants :

- ✚ Correspondre à un niveau 3 (anciennement niveau V correspondant aux CAP, BEP, BEPC, ...),
- ✚ Etre d'une durée comprise entre 1 heure et 4 heures sans pause,
- ✚ Avoir été soumis à un échantillonnage statistiquement représentatif,
- ✚ Permettre l'évaluation du profil psychologique des candidats à partir des capacités suivantes non hiérarchisées :
  - Adaptabilité ;
  - Sens relationnel, aptitude au dialogue ;
  - Discrétion et obligation de réserve ;
  - Disponibilité ;
  - Maîtrise de soi ;
  - Aptitude à l'armement ;
  - Goût pour le travail en équipe ;
  - Honnêteté et intégrité ;
  - Faire face à des problèmes complexes et savoir les résoudre ;
  - Compréhension et interprétation de données verbales et non verbales ;
  - Savoir anticiper les conséquences de ses actes avant de les exécuter.

Les tests proposés pour le présent marché doivent être « inédits » c'est-à-dire d'un contenu différent à celui utilisé dans le cadre des sessions 2016, 2018 et 2019 du concours de GBPM du marché précédent (2016-2019).

### **Article 5.3 : Respect des dates et délais**

Le candidat s'engage à respecter impérativement les dates et délais d'exécution figurant en **annexe 4** à l'acte d'engagement pour la session 2020.

Concernant la session 2022, un planning sera transmis ultérieurement par le CDG coordonnateur. Ce planning devra être accepté d'un commun accord entre les deux parties à savoir le prestataire et le coordonnateur du groupement.

Si des besoins complémentaires apparaissent en dehors de ces deux sessions, le CDG concerné du groupement s'engage à prendre contact avec le prestataire dans les meilleurs délais afin de déterminer les dates d'exécution de la prestation.

### **Article 5.4 : Reprographie et expédition à chaque CDG membre du groupement du matériel nécessaire au déroulement des tests**

Le prestataire s'engage à fournir, à la date commune du 8 octobre 2020, le nombre de tests et matériels :




- ✚ **Par candidat :**
  - Les cahiers de tests ;
  - Le(s) cahier(s) de réponses permettant l'anonymat du candidat.
- ✚ **Par CDG organisateur :**
  - Un cahier de consignes ou une note précisant les modalités pratiques de passation des tests ;
  - Un exemplaire de chaque ouvrage de référence des tests nécessaire au psychologue de chaque CDG pour la synthèse des résultats à fournir au jury.

Le prestataire devra proposer un envoi sécurisé des matériels cités ci-dessus aux CDG membres du groupement et dans les délais impartis (annexes 1 et 4 à l'acte d'engagement).

### Article 5.5 : Déroulement des tests psychotechniques

Les CDG organisateurs du concours de GBPM s'engagent sur une date commune de réalisation de ces tests pour les sessions 2020 et 2022.



Préalablement à l'organisation de l'épreuve, le prestataire assistera à une réunion ayant pour objectif la préparation :

-  de l'organisation des tests ;
-  du déroulement des tests ;
-  des contenus des tests.

### Article 5.6 : Correction et restitution des tests des candidats

Dans un souci de sécurité, le prestataire devra utiliser un système de correction fiable et sécurisé (lecture optique ou équivalent à préciser par le prestataire).

Le prestataire transmet au service concours ou à toute personne désignée à cet effet :

-  Une présentation récapitulative des résultats aux tests ;
-  Un dossier :
  - Les résultats individuels des tests faisant apparaître le numéro d'anonymat du candidat avec le score obtenu par capacité/facteur évalué(e) ;
  - Les contrôles de référence.

### Article 5.7 : Transmission des résultats des tests aux CDG organisateurs dans le délai imparti

Le prestataire devra préciser les modalités de transmission des résultats des tests.

### Article 5.8 : Restitution d'éléments complémentaires en cas de réclamation d'un candidat

Le cas échéant, et sur demande du CDG concerné, le prestataire pourra être amené à apporter des éléments complémentaires permettant une restitution orale des résultats des tests aux candidats.



## Article 6 : Estimation des besoins

Ces éléments sont donnés à titre indicatif. Il s'agit d'éléments prévisionnels qui n'ont pas de valeur contractuelle.

POUR TOUTE LA DUREE DU MARCHÉ				
Répartition de la commande prévisionnelle de tests par tranche				Nombre total prévisionnel de tests
Tranche A : inférieure ou égale à 75 tests	Tranche B : de 76 tests (inclus) à 175 tests (inclus)	Tranche C : de 176 tests (inclus) à 275 tests (inclus)	Tranche D : > à 275 tests	
SESSION 2020				
765	305	100	325	1 495
SESSION 2022				
765	285	100	325	1 475
TOTAL				
1 530	590	200	650	2 970
15 CDG seraient concernés par cette tranche	11 CDG seraient concernés par cette tranche	2 CDG seraient concernés par cette tranche	2 CDG seraient concernés par cette tranche	

## **Article 7 : L'interlocuteur privilégié**

Le prestataire doit nommer un interlocuteur privilégié et habilité pour ses relations :

-  **en amont de l'évaluation avec le CDG 35 coordonnateur du groupement** : pour l'élaboration ou la proposition de tests préexistants, les points de vigilance compte tenu des missions auxquelles la réussite aux concours donnent accès, les instructions nécessaires au bon déroulement des tests ;
-  **en aval avec chacun des membres du groupement organisateur** pour l'exécution de la prestation (bon de commandes,...). Les échanges se font par courriels, téléphone, courriers, et, avec chaque service Concours.

Le prestataire s'engage au respect de la confidentialité des données dont il a connaissance à l'occasion de la réalisation de cette prestation.

## **Article 8 : Conformité à réglementation de protection des données**

Les candidats s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

**Les candidats doivent fournir les éléments nécessaires indiquant leur engagement à :**






- traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet de la consultation
- traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement et garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- aider et conseiller le responsable de traitement concernant les mesures de sécurité à appliquer et dans le cadre des demandes de droits
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

**Les candidats devront fournir à l'appui de leur candidature des documents relatifs aux points suivants :**

- Droit d'information des personnes concernées
- Exercice des droits des personnes
- Notification des violations de données à caractère personnel
- Mesures de sécurité
- Sort des données
- Délégué à la protection des données
- Registre des catégories d'activités de traitement

## **Article 9 : Contenu de la proposition du prestataire**

La proposition doit comporter - dans un mémoire technique (ou note) joint à l'offre - des informations sur les points suivants :

-  Méthodologie ;
-  Environnement humain et matériel ;
-  Calendrier précisant le délai d'instruction de la prestation ;
-  Réponse aux exigences indiquées au présent document ;
-  Tarifs de la prestation (cf. bordereau des prix à compléter).

Le détail sur le contenu de l'offre est précisé à l'article 12-2 du règlement de la consultation.